

10



Élections
fédérales
19 octobre

Construire 39, 23 septembre 2003

Une Suisse de plus

Les partis aux idées tranchées ont le vent en poupe, alors chrétien est en nette perte de vitesse, confirme une étude primeur les résultats



en plus POLARISÉE

que le Parti démocrate-
dont nous publions en



© Jean Augagneur

Tous les sondages sont unanimes: l'Union démocratique du centre et le Parti socialiste, deux partis aux antipodes sur l'échiquier politique helvétique, devraient être les grands gagnants des élections fédérales de cet automne. Avec, pour conséquence, une polarisation accentuée de la vie politique et peut-être aussi à terme un remodelage de la composition du Conseil fédéral.

Si certains craignent cette radicalisation des positions et y voient un risque de paralysie pour le pays, d'autres s'en réjouissent et espèrent qu'elle apportera clarté et dynamisme au débat politique. Mais une chose est sûre: ce mouvement vers un renforcement des extrêmes et un affaiblissement du centre est déjà largement amorcé.

C'est ce que révèle une recherche effectuée à partir des données de «Vivre en Suisse», une vaste enquête sur l'évolution des conditions de vie dans notre pays qui a démarré en 1999 (voir encadré).

«L'intérêt de cette étude, et c'est totalement nouveau pour la Suisse, c'est qu'elle permet de connaître, sur la durée, les changements d'orientation politique des citoyens, souligne Hanspeter Kriesi, professeur de science politique à l'Université de Zurich. Les mêmes gens sont en effet interviewés d'année en année et les données recueillies sont donc particulièrement fiables.»

Taux de fidélité

C'est justement sur la base de différentes vagues d'interviews effectuées entre 1999 et 2002 que le politologue genevois Boris Wernli a analysé les choix partisans de quelque 4100 personnes représentatives de l'ensemble des électeurs suisses. Son principal constat: le taux de fidélité à un parti est très différent selon les formations politiques.

En tête, on trouve le Parti socialiste avec 72% des interviewés de la première vague qui voteraient ►

LES SUISSES SOUS LA LOUPE

Financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique dans le cadre du programme prioritaire «Demain la Suisse» et échelonnée sur cinq ans, l'enquête «Vivre en Suisse» scrute dans la durée les conditions de vie des ménages, ainsi que leurs opinions. Première du genre, elle devrait permettre de mieux comprendre les processus et la dynamique du changement social dans notre pays. Elle est réalisée en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique et sous la conduite opérationnelle de l'équipe des chercheurs du Panel suisse des ménages à l'Université de Neuchâtel. Quelque 250 scientifiques participent actuellement au réseau de recherche du Panel, dans les domaines les plus divers: conditions de vie, pauvreté, santé, famille, marché du travail, loisirs, usage d'Internet, etc. Quelque 5000 ménages comprenant environ 13000 personnes ont participé à la première vague d'interviews en 1999. Cette année, ils devraient être respectivement de 3600 et 9000.



© Jean Augagneur

► encore pour lui quatre ans plus tard, à fin 2002 – début 2003. Vient ensuite à égalité les démocrates du centre (59%) et les radicaux (59%). Avec un taux de fidélité de 48% seulement, le Parti démocrate-chrétien (PDC) s'effrite en revanche littéralement, ce qui confirme la tendance à la baisse de son électorat depuis les années soixante, tendance qui s'est encore accélérée ces dernières années.

Démobilisation

Autre constat: au sein des formations gouvernementales, les changements d'un parti à l'autre sont peu importants. C'est plutôt à une démobilisation que l'on assiste, avec un parti cité lors de la première vague d'interviews et aucun en quatrième. C'est néanmoins le Parti socialiste qui parvient le mieux (9%) à mobiliser en 2002 les personnes sans préférence partisane en 1999.

A l'inverse, le PDC est non seulement la formation qui perdrait le plus d'électeurs, mais aussi celle qui en gagnerait le moins de nouveaux. A noter que ce phénomène est constant au cours des différentes vagues d'interviews et qu'il est le même dans les trois régions linguistiques du pays.

Mais quelles sont les raisons qui

poussent un électeur à abandonner une formation politique, à ne plus voter pour elle? C'est aussi ce qu'a cherché à savoir le chercheur, à partir de prises de position sur des enjeux concrets, ainsi que de critères socio-démographiques. Ses conclusions qui devraient intéresser les états-majors des partis en cette période préélectorale sont les suivantes:

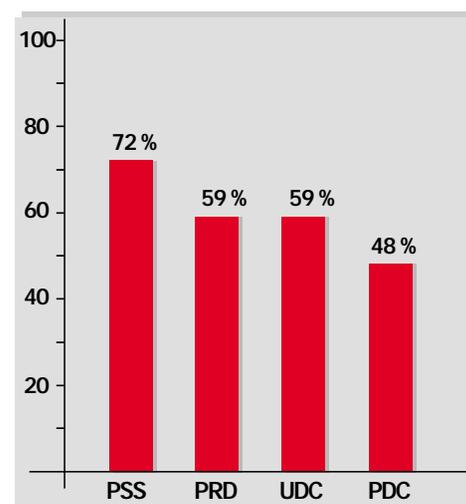
■ **Parti socialiste:** il a surtout tendance à être quitté par ses électeurs potentiels les moins favorables à l'adhésion à l'Union européenne et ceux qui sont généralement situés le moins à gauche. Ce sont aussi les personnes les moins formées, de même que les ouvriers, les employés et les indépendants qui s'en distancient le plus.

■ **PDC:** faute d'un profil clair, il perd des voix aussi bien à gauche qu'à droite. Il a ainsi tendance à être lâché par ses électeurs potentiels les plus anti-nucléaires et anti-militaristes, mais aussi par ceux qui sont le plus opposés à l'adhésion à l'Union européenne.

■ **Parti radical:** comme le PDC, il semble souffrir de ses tiraillements internes. Il est d'un côté délaissé par ses électeurs potentiels les plus favorables à une hausse des dépenses sociales, les femmes et les citoyens les moins bien formés, et

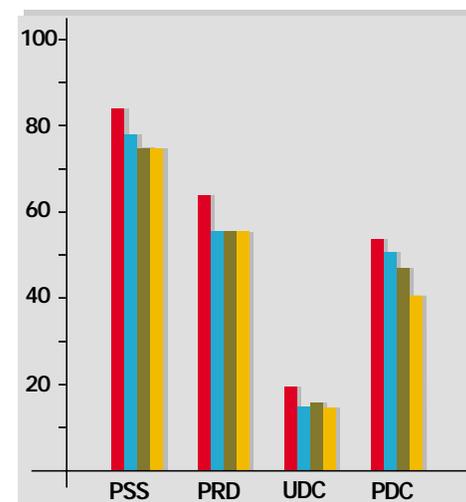
FIDÉLITÉ PARTISANE

Ce taux fait référence au pourcentage de personnes interrogées lors de la première vague d'interviews de 1999 qui voteraient encore pour le même parti quatre ans plus tard, à fin 2002 - début 2003.



EUROPHILIE EN BAISSÉ

La volonté d'adhésion à l'Union européenne a baissé de 1999 à 2002 parmi les électeurs potentiels de tous les partis, mais proportionnellement le plus chez ceux du PDC.



% d'électeurs de 1999 favorables à l'adhésion à l'UE

■ en 1999 ■ en 2001
■ en 2000 ■ en 2002

14

Élections
fédérales
19 octobre

«Le PDC n'est plus à l'écoute de sa base»

► de l'autre par ceux qui sont le plus anti-européens.

■ UDC: elle est abandonnée par ses électeurs les moins europhobes et les moins réticents face à l'ouverture, ainsi que ceux qui se positionnent de manière moins extrême sur l'axe idéologique gauche-droite. Comme le Parti socialiste, mais dans le sens inverse, elle souffre donc un peu de ses positions tranchées, sans toutefois qu'un profil socio-démographique particulier de ces personnes ne se dégage.

De manière générale, il faut par ailleurs préciser que les personnes interviewées ne quittent pas un parti parce qu'elles ont changé d'avis sur une question particulière, mais bien parce que celui-ci n'est, à leurs yeux, plus à même de la gérer et ne propose plus de solutions considérées comme adéquates.

Ouverture au monde

Pour Boris Wernli, ces résultats montrent qu'on assiste clairement à une polarisation dans l'électorat potentiel des partis gouvernementaux, polarisation qui est surtout articulée autour de la problématique de l'ouverture au monde. Champion du rapprochement avec l'Europe et le monde, le Parti socialiste est ainsi délaissé par ses partisans les moins convaincus du bien-fondé de cette ouverture, alors que l'UDC, à l'autre extrémité, est abandonné par ses éléments les moins opposés à l'ouverture.

Radicaux et démocrates-chrétiens apparaissent un peu comme le «ventre mou» de ce tableau avec un profil peu prononcé des électeurs qu'ils perdent. Ce sont toutefois les plus europhobes qui ont tendance à les quitter.

Les analyses basées sur le positionnement idéologique gauche-droite mettent aussi cette polarisation en évidence. C'est semble-t-il en durcissant leur discours que les socialistes et les démocrates du centre ont fait fuir leurs électeurs les plus modérés, alors que c'est en tentant de se positionner plus à droite pour ne pas être débordés par l'UDC que radicaux et PDC ont un peu effarouché leurs partisans les plus centristes.

MARIE-JEANNE KRILL



© Xavier Voiriot

En plus d'une érosion structurelle de son électorat traditionnel, le parti est aussi victime de sa stratégie, estime le politologue **Boris Wernli**.
Interview

Quelles projections pour les élections de cet automne votre étude permet-elle d'établir?

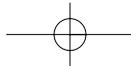
Ses résultats ne sont pas prédictifs, car la campagne électorale n'avait pas encore commencé à fin 2002 – début 2003, au moment de la dernière vague d'interviews. Ils peuvent en revanche avoir une valeur indicative. Ce qui est parti-

culièrement intéressant, c'est la très forte démobilisation des électeurs du Parti démocrate-chrétien par rapport à ceux des autres formations politiques. Ce parti perd plus d'électeurs que les autres et en gagne moins.

»C'est d'autant plus intéressant que la clientèle du PDC a longtemps été réputée comme assez stable et très fidèle. Ce sont les milieux catholiques plutôt ruraux, un peu de toutes les couches sociales.

Comment expliquer cet effritement du Parti démocrate-chrétien?

A part une petite remontée à la fin des années septante, il est constant depuis les années soixante. Il est lié en partie à une érosion structurelle comme la baisse du nombre de catholiques pratiquants, le déclin des structures familiales traditionnelles, la dis- ►



► parition progressive du monde rural ou la diminution du nombre des petits entrepreneurs.

»S'y ajoutent toutefois des erreurs de stratégie. Le parti souffre actuellement d'un décalage flagrant entre les prises de position modernistes, en faveur de l'ouverture au monde, de l'intégration européenne, de ses élites au niveau national et les opinions de sa base. Déjà très partagée sur l'adhésion à l'Union européenne en 1999, celle-ci penchait très clairement du côté du non à fin 2002. Notre enquête montre ainsi que seuls 64% des électeurs du PDC qui étaient favorables à l'adhésion en 1999 l'étaient encore à fin 2002.

Ce parti est-il appelé à terme à disparaître?

Pour survivre, il devra se réformer, abandonner sans doute ses attaches confessionnelles. A long terme, on pourrait imaginer la

création d'un grand parti du centre-droit avec les radicaux.

»Mais d'autres formations politiques ont connu des difficultés identiques et se sont ressaisies, le Parti socialiste vers la fin des années quatre-vingt ou l'UDC dans les années septante. Celle-ci a même réussi une reconversion impressionnante. Alors qu'elle représentait traditionnellement les artisans et les paysans, elle s'est transformée en un grand parti conservateur et populiste qui a récupéré une bonne partie de l'électorat des petits partis xénophobes et d'extrême droite.

Quid justement de l'UDC dont on prédit une nouvelle avancée cet automne?

Avec nos données, cela n'apparaît pas clairement. Mais elles ne sont peut-être pas les meilleures pour mettre ce phénomène en évidence. Même s'ils sont représentatifs de l'ensemble de la population suisse,

les gens qui sont d'accord de participer à nos enquêtes répétées dans le temps sont sans doute plus ouverts d'esprit que la moyenne des Suisses et que la majorité des électeurs UDC. On sait aussi que pour les partis connotés un peu négativement, il y a toujours une sous-évaluation de leur force électorale. On le voit très bien en France avec le Front national.

La polarisation, la radicalisation des positions que votre étude met en évidence ne devrait-elle pas favoriser l'UDC?

On constate que les partis aux idées claires et parfois sans nuances ont actuellement le vent en poupe. Et c'est le cas aussi bien du PS que de l'UDC qui, sur un thème central mais aujourd'hui un peu tabou comme l'adhésion à l'Union européenne, ont tous les deux des avis très tranchés.

PROPOS RECUEILLIS
PAR MARIE-JEANNE KRILL

ANNONCE

